



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS FRANCE XCV Eurl

42 rue Washington
75008 Paris

Références : E/24-2553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement PROLOGIS FRANCE XCV Eurl implanté Parc logistique des Chevrons Avenue Paul Delouvrier 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 21/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS FRANCE XCV Eurl
- Parc logistique des Chevrons Avenue Paul Delouvrier 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006516143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PROLOGIS France XCV EURL exploite l'entrepôt DC2 situé dans le Parc logistique des Chevrans sur le territoire de la commune de Moissy-Cramayel. L'exploitation de cet entrepôt est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15/DCSE/IC/077 du 29 septembre 2015 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°16/DCSE/IC/050 du 4 octobre 2016 et n°2020/DRIEE/UD77/045 du 11 juin 2020 pour l'exploitation respective de l'extension d'une plateforme logistique et d'un stockage de charbon.

L'entrepôt DC2 est classé Seveso seuil bas au titre de la réglementation des ICPE pour le stockage d'aérosols. Cet entrepôt est constitué d'un bâtiment principal d'une superficie de 92 052 m² ainsi que de 2 bâtiments annexes chacun d'une superficie de 435 m² en R+2.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection du 04/09/2020
- Risques incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.7.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Gestion des opérations portant sur les substances dangereuses	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.4.2 & 2.1.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 3.2.5	Sans objet
4	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe 1 - R. 511-9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III - 1	Sans objet
8	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV - 5	Sans objet
11	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de solder plusieurs écarts constatés lors de l'inspection du 4 septembre 2020. Toutefois, quelques écarts subsistent encore. En outre, le compte-rendu du dernier exercice POI met en évidence une bonne communication entre les différents acteurs. Ce compte-rendu pointe cependant une absence de connaissance des actions de l'agent du poste de garde en cas de déclenchement du POI ; ainsi qu'une prise en charge tardive des véhicules ayant contribué à bloquer des voies d'accès au bâtiment.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne s'assurait pas que les prestataires, et notamment les chauffeurs, avaient connaissance des consignes de sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques de la pollution rejetées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté, de la vitesse d'éjection, des poussières et des teneurs en oxygène, en oxydes d'azote et de soufre dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.</p> <p>Le premier contrôle est effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation.</p> <p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 4 septembre 2020 :</u></p> <p>Observation n° 1 : L'exploitant confirmera les valeurs mesurées lors de la mesure du bureau de contrôle.</p>

Observation n° 2 : l'arrêté ministériel du 03/08/2018 applicable aux installations 2910 à déclaration ne prévoit plus de VLE sur d'autres paramètres que les NOx pour les chaudières au gaz naturel. Il est convenu avec l'exploitant qu'il réalise une mesure complète conforme à l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral. Si celle ci est concluante, il pourra demander une modification de son arrêté préfectoral.

L'exploitant a par ailleurs pour projet de remplacer la chaudière par une pompe à chaleur.

Constats lors de l'inspection du 9 novembre 2023 :

En salle l'exploitant présente le dernier rapport de mesures atmosphériques réalisées par un bureau de contrôle. Ce rapport date du 13/10/2020 et met en évidence un dépassement de la VLE pour les NOx uniquement.

L'exploitant explique avoir procédé à des mesures de rejets atmosphériques le 08/11/2023. Il a transmis le rapport post-inspection qui montre le respect de la VLE pour les NOx.

L'Inspection rappelle que si l'exploitant souhaite une modification d'une prescription de l'un des arrêtés préfectoraux applicables à son établissement, il doit porter à la connaissance de M. le Préfet de Seine-et-Marne une demande motivée.

→ Les observations n° 1 et 2 de l'inspection du 4 septembre 2020 sont soldées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas deux ans. Un premier exercice POI est organisé dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation.

Constats :

Constats de l'inspection du 4 septembre 2020 :

Non-conformité n°1 : Le POI ne prévoit pas une transmission correcte de l'information permettant d'accueillir et d'orienter les pompiers dans de bonnes conditions contrairement aux dispositions de l'article 8.7.5. de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2016. Le POI sera mis à jour et transmis à l'inspection sous 2 mois.

Constats de l'inspection du 9 novembre 2023 :

Dans la version du 23 février 2023 du POI, figure une fiche réflexe concernant les fonctions du gardien du Parc des Chevrons dont une des missions est de garantir l'accès des pompiers et des

secours au site.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 24 septembre 2020 est soldée.

En salle l'exploitant présente le compte-rendu du dernier exercice POI datant du 20/09/2023. Ce compte rendu pointe

- un accès pompier rendu inaccessible à cause d'une accumulation de camions présents au sein du site
- une méconnaissance des actions à réaliser par le gardien du Parc des Chevrons.

Observation n°20231109-1 : L'exploitant s'assurera que les mesures organisationnelles et les méthodes d'intervention définies dans son POI sont opérationnelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des opérations portant sur les substances dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.4.2 & 2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques

Prescription contrôlée :

Article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 04/10/2016:

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Article 2.12 de l'arrêté préfectoral du 04/10/2016:

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Constats :

Constats de l'Inspection du 4 septembre 2020 :

Non-conformité n°2 : L'auto-laveuse de sols effectuant des vidanges sur le regard de la rétention du local de charge, le volume de cette rétention n'est pas disponible en tout temps.

Non-conformité n°3 : L'exploitant n'a pas mis en place une organisation permettant un traitement rapide des non-conformités afin de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité conformément à l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2016.

Observation n° 3 : Chaque non-conformité devrait faire l'objet d'une analyse de criticité rapide et de l'intégration dans un plan d'action suivi avec un délai adapté.

Constats de l'inspection du 9 novembre 2023 :

L'exploitant indique qu'il désigne un agent en charge de s'assurer que les vidanges de l'auto-laveuse ne se font pas dans une rétention.

→ L'Inspection n'ayant pas constaté la disponibilité de la rétention du local de charge, la non-conformité n°2 de l'inspection du 4 septembre 2020 reste maintenue.

Une fois par mois, les locataires se concertent afin de traiter les non-conformités. La première réunion de concertation devait se dérouler le 13/11/2023.

→ En l'absence de la transmission du compte rendu, la non-conformité n°3 de l'inspection du 4 septembre 2020 est maintenue.

L'exploitant indique que chaque locataire réalise sa propre analyse des écarts en concertation avec l'exploitant. Il ajoute avoir mis en place des réunions mensuelles avec les locataires afin de définir des plans d'actions au regard des écarts constatés. La première réunion devait être réalisée le 13/11/2023 et faire l'objet d'un compte rendu.

→ En l'absence de la transmission du compte-rendu de la réunion du 13/11/2023, l'observation n°3 de l'inspection du 4 septembre 2020 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Constats :

Les éléments présentés par l'exploitant n'appellent pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe 1 - R. 511-9

Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif
Prescription contrôlée : Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC
Constats : Les éléments présentés par l'exploitant n'appellent pas de remarques de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Distance des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles : •pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; •pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.
Constats : Les plans présentés en salle montrent que les cellules dédiées au stockage des liquides inflammables sont situées à plus de 20 mètres des limites du site. Observation n°20231109-2 : L'exploitant indiquera si la distance d'implantation des cellules dédiées au stockage des liquides inflammables sont situées à plus d'une 1,5 fois la hauteur du bâtiment les accueillant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III - 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
Prescription contrôlée : I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. [...]
Constats : À partir de l'état des stocks présenté, l'exploitant démontre qu'il ne dispose pas de substances avec une phrase de danger H224. En outre, selon l'exploitant, les liquides inflammables avec la phrase de dangers H225 sont stockés dans des contenants de moins de 30 l. Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté de contenant de plus de 30 l dans les cellules de stockage de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV - 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. [...]
Constats : Le site est gardienné par 2 agents 24h/24 et 7j/7 dont le local est situé au niveau de l'accueil principal. En outre, une télésurveillance du système de sprinklage est assurée par un prestataire externe pour l'ensemble du site, y compris pour les cellules accueillant des liquides inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Formation des opérateurs

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les chauffeurs, l'exploitant dispose de consignes à suivre inhérentes aux risques de l'établissement. L'exploitant a mis en place au niveau du poste de garde avancé un système de QR-code à scanner afin que les chauffeurs puissent prendre connaissance des consignes à suivre dans la langue de leur choix.</p> <p>Lors de la visite du site, un chauffeur s'est présenté au poste de garde. L'Inspection a constaté que le chauffeur n'a pas scanné le QR-Code afin de prendre connaissance des consignes.</p> <p><u>Non-conformité n°20231109-1 :</u> L'exploitant ne s'assure pas que le personnel extérieur a bien connaissance des consignes à suivre en cas d'accident au sein de l'établissement.</p> <p><u>Observation n°20231109-3 :</u> L'exploitant indiquera quels sont les membres du personnel de Prologis ou des locataires aptes à intervenir en cas de sinistre. Il transmettra les justificatifs des formations suivies par ces personnels.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI indique que pour un incendie d'une durée de plus de 2 heures, le site dispose d'une</p>

plateforme d'aspiration avec 7 raccords pompiers.

Observation n°20231109-4 : L'exploitant indiquera la durée supplémentaire dont dispose le site en moyens d'extinction grâce à cette plateforme d'aspiration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8

Thème(s) : Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. [...]

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le compte rendu du dernier exercice POI en date du 20/09/2023 a été présenté en salle et n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite